

## Un programme pour la facilitation de la migration de la main-d'œuvre est en cours



Immigration de personnes

Le COMESA est en train d'élaborer un Programme transrégional de l'Afrique australe visant à relever le défi de la migration irrégulière et à promouvoir la mobilité régulière de la main-d'œuvre dans la région. L'objectif étant de stimuler le commerce et l'investissements régionaux.

Un montant total de 20 millions d'euros est prévu pour ce projet, au titre du 11e Fonds européen de développement (11e FED). La reconnaissance mutuelle des qualifications dans la région figure parmi les questions à résoudre, a déclaré la Secrétaire générale Chileshe Mpundu Kapwepwe en recevant les lettres de créance du nouveau Représentant spécial de l'Organisation internationale du Travail auprès du COMESA, M. George Okutho, le mardi 30 juillet 2019. Monsieur Okutho est également Directeur de l'OIT pour la Zambie, le Malawi et le Mozambique.

La Secrétaire générale a déclaré que le COMESA et l'OIT collaboreraient ensemble sur les questions de reconnaissance mutuelle des qualifications, entre autres, afin de faciliter le commerce des services

dans la région. Le Directeur de l'OIT a également pris cet engagement.

«Nous devons gérer les questions relatives à la migration de manière très réfléchie», a déclaré M. Okutho. La reconnaissance mutuelle des qualifications est essentielle pour les travailleurs migrants car la plupart des gens craignent de s'installer dans d'autres pays parce qu'ils pensent que leurs qualifications ne seront pas reconnues dans un autre État membre.»

Ce dernier d'ajouter que l'OIT s'engage à s'assurer que tous les États membres conviennent sur un niveau de qualification qui soit acceptable dans la région, et que les mêmes chances soient offertes à ceux qui souhaitent travailler en dehors de leur pays.

La Secrétaire générale a observé qu'au cours des 20 dernières années, le commerce des services a été le segment le plus dynamique du commerce international, avec une croissance supérieure à celle du commerce des biens. Elle a noté que les pays en développement

et les pays en transition jouaient un rôle de plus en plus important dans ce domaine, faisant passer leur part des exportations de services au niveau mondial d'un quart à un tiers, au cours de cette période.

«Il serait très prudent d'identifier ensemble des programmes supplémentaires que nous pourrions conjointement mettre en œuvre au profit de l'ensemble du COMESA grâce au partage d'expériences, a-t-elle souligné. Le COMESA tient à promouvoir le commerce des services entre ses États membres afin d'accroître la part des services dans le commerce intra-COMESA.»

M. Okutho a déclaré que la collaboration avec le COMESA permettrait de renforcer la mise en œuvre du programme sur la libre circulation des personnes et des biens comme seul moyen de concrétiser les initiatives d'intégration régionale auxquelles les États membres ont souscrit.

Il a souligné la nécessité de s'atteler aux questions liées à la circulation des personnes, tels que le crime organisé international, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, ajoutant que les deux organisations devraient bénéficier des dividendes démographiques de la migration pour le développement.



Le Directeur de l'OIT George Okutho et la Secrétaire générale du COMESA Chileshe Kapwepwe

# Faire participer le secteur privé au financement climatique



Les délégués à l'atelier sur le financement vert/climatique à Harare, Zimbabwe

Le Secrétariat du COMESA collabore actuellement avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et le bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en vue d'aider les États membres à mettre au point des projets bancables, soucieux de l'environnement et susceptibles d'attirer des financements du secteur privé.

Selon M. Mclay Kanyangarara, Conseiller du COMESA en matière de changement climatique, les États membres n'ont pas bénéficié des fonds disponibles visant à soutenir l'adaptation, la résilience et l'atténuation des changements climatiques dans la région COMESA et sur le continent.

S'exprimant à Harare lors de l'atelier de formation sur le financement vert/climatique à l'intention des États membres, il a attribué ce phénomène au manque de sensibilisation sur les énormes ressources financières mises à disposition par les pays développés pour aider l'Afrique à lutter contre les effets du changement climatique et à l'atténuer.

La formation tenue les 1er et 2 août 2019 a vu la participation d'experts en gestion et atténuation des effets des catastrophes, des experts en agriculture, planification, finances ainsi que des représentants du secteur privé. Ils se sont penchés sur les moyens de renforcer la capacité des États membres à accéder, gérer et utiliser plus efficacement le financement climatique national et international, ainsi que les avantages de la participation du secteur privé à la lutte contre le

.....  
**«... Il faut faire pression sur nos gouvernements nationaux pour qu'ils intègrent l'action climatique dans la planification du développement et dans les processus budgétaires afin de démontrer que les pays sont prêts à faire face au changement climatique et attirer les financements internationaux », a déclaré le Ministre Shiri.**

changement climatique.

M. Kanyangarara a fait observer que la plupart des pays devraient d'abord renforcer leurs capacités et leur savoir-faire pour exploiter ces ressources et mettre en œuvre efficacement les programmes.

«Nous devons élaborer des stratégies innovantes de financement qui nous permettront d'accéder aux ressources nécessaires pour faire face aux questions d'atténuation, de résilience et d'adaptation au changement climatique ... Le but primordial de cette réunion est de libérer cet énorme potentiel», a-t-il ajouté.

Le Ministre des Terres, Agriculture, Eau, Climat et Réinstallation en zone rurale du Zimbabwe, M. Perence Shiri, a fait observer que l'intégration du changement

climatique dans la planification et le budget du développement national restait relativement faible dans la plupart des pays africains en raison d'autres besoins concurrents ou de la conscientisation limitée des décideurs.

«... Il faut faire pression sur nos gouvernements nationaux pour qu'ils intègrent l'action climatique dans la planification du développement et dans les processus budgétaires afin de démontrer que les pays sont prêts à faire face au changement climatique et attirer les financements internationaux », a déclaré le Ministre Shiri.

Au cours de la formation, le COMESA a été invité à évaluer l'état de préparation des États membres en matière de Contributions déterminées au niveau national (CDN) et à participer à la revue des CDN.

Des représentants de différents pays africains réunis par la CUA, le PNUD, la Banque africaine de développement (BAD), la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA), le Secrétariat du Commonwealth (COMSEC) et la Banque de développement des infrastructures du Zimbabwe ont participé à la formation. Ont également pris part à la réunion d'autres participants issus des autorités nationales désignées du Fonds vert pour le climat (FVC), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ainsi que des interlocuteurs de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) des États membres de l'UA.



# Inauguration du Centre sous-régional pour les ODD en Zambie



Le Président Edgar Lungu (3e à dr.), le Président Paul Kagame (3e à g.), le Vice-président namibien Nangolo Mbumba (2e à g.), le Directeur général du Centre ODD M. Belay Begashaw (2e à dr.) et les autres invités à l'inauguration.

Le Centre sous-régional pour les Objectifs de développement durable de l'Afrique a été inauguré le mercredi 7 août 2019 en Zambie par le Président zambien Edgar Lungu et le Président rwandais Paul Kagame, suite à un accord signé en septembre 2018 entre le pays hôte et le Centre africain pour les Objectifs de développement durable (ODD) pour héberger le centre régional. Celui-ci œuvrera pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la région de l'Afrique australe, conformément aux principes de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA).

Le Président Paul Kagame, également président du Conseil d'administration du Centre africain pour les ODD, a déclaré que ce centre permettrait d'optimiser la réalisation des objectifs de développement durable par le continent en fournissant des conseils techniques adaptés aux pays de la région.

Le Président Edgar Lungu a déclaré que le nouveau centre permettrait à la sous-région de trouver des solutions locales pour faire face aux défis auxquels les pays du continent étaient confrontés afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Il a exhorté le Centre à privilégier l'agriculture, la santé et l'éducation.

Le Centre sous-régional pour les ODD fournira un appui technique, des conseils neutres et une expertise aux gouvernements, au secteur privé, à la société civile et aux institutions universitaires afin d'accélérer la mise en œuvre du programme de développement durable.

La Secrétaire générale du COMESA, Mme Chileshe Mpundu Kapwepwe faisait partie des dignitaires qui ont assisté au lancement à Lusaka. Lors de la table ronde, elle a déclaré qu'afin d'accroître la productivité, l'accent devrait être mis sur l'autonomisation du secteur privé par le biais de programmes/ateliers destinés aux petites et moyennes entreprises,

.....

*«Nous devons accroître les investissements dans la qualité des produits des petites et moyennes entreprises afin de respecter les normes du marché et les exigences en matière de sécurité des produits alimentaires, y compris les emballages de qualité garantissant leur compétitivité car c'est le seul moyen de rester viable sur le marché», a-t-elle déclaré.*

notamment des programmes efficaces d'incubateurs, les centres de formation technologique, de recherche et de développement.

«Nous devons accroître les investissements dans la qualité des produits des petites et moyennes entreprises afin de respecter les normes du marché et les exigences en matière de sécurité des produits alimentaires, y compris les emballages de qualité garantissant leur compétitivité car c'est le seul moyen de rester viable sur le marché», a-t-elle déclaré.

Ont assisté au lancement plus de 200 représentants de gouvernements, organisations internationales, institutions de financement du développement, des offices de statistique et d'experts d'Afrique australe et au-delà.

Le Vice-président namibien, Nangolo Mbumba, et le Directeur général du Centre, M. Belay Begashaw figurent parmi les personnalités qui ont pris la parole à la cérémonie.

## Un Projet conjoint pour la participation des jeunes à la Gouvernance lancé bientôt

En partenariat avec le COMESA, le Secrétariat de l'Architecture africaine de gouvernance (AAG) de la Commission de l'Union africaine (CUA) lancera prochainement un projet conjoint visant à renforcer la participation des jeunes aux processus démocratiques et au développement socio-économique en Afrique.

Le projet renforcera la participation des jeunes à la gouvernance démocratique et au développement socio-économique en Afrique, conformément à l'Aspiration 6 de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le COMESA et l'AAG-CUA ont demandé à la Société suédoise de développement (SDC) un appui en vue de financer le projet sur la participation des jeunes aux processus démocratiques et au développement socioéconomique en Afrique. La SDC a accepté de soutenir cette initiative et les différentes phases du processus de conception du projet ont été achevées.

La Directrice de la Division Genre et Affaires sociales, Mme Beatrice Hamusonde, représentant le COMESA lors du premier atelier de planification organisé à l'UA à Addis-Abeba, a déclaré que le projet contribuerait grandement à encourager les jeunes à s'impliquer dans la gouvernance.

« Nous sommes conscients du fait que l'Afrique abrite la population la plus jeune au monde, avec environ 65% de sa population âgée de moins de 35 ans », a-t-elle noté.

La Directrice adjointe par intérim de l'AAG, Mme Rizzan Nassum, a exhorté le COMESA et la CUA à mettre en œuvre activement les recommandations formulées lors de l'atelier de planification afin que le projet puisse être lancé rapidement.

Le COMESA a été choisi comme première communauté économique régionale pilote du projet, en reconnaissance du lien étroit existant entre la gouvernance démocratique et le développement socio-économique en Afrique, tel que stipulé dans le Programme stratégique du COMESA pour la jeunesse.

Dans cette optique, les responsables techniques du COMESA et du Secrétariat de l'AAG se sont réunis à la CUA en décembre 2018 pour élaborer la proposition de projet détaillée qui a été

soumise à la SDC pour approbation. Le COMESA et la SDC ont signé le contrat et les fonds nécessaires à la mise en œuvre des activités de la première année ont déjà été transférés.

## Les experts des finances des Banques centrales de la région reçoivent une formation en économétrie



Les experts des Banques centrales dans les locaux de l'IMC à Nairobi, Kenya

Les experts des finances de 9 Banques centrales de la région COMESA ont été formés à l'utilisation d'outils économétriques robustes pour analyser le paysage de l'inclusion financière dans la région.

La formation intitulée « Application de logiciel économétrique aux données transversales en utilisant les données d'inclusion financière et ses incidences sur la stabilité financière » a été organisée par l'Institut monétaire du COMESA (IMC) du 22 au 26 juillet 2019, à Nairobi, Kenya.

Ont participé à la formation les représentants du Burundi, de l'Égypte, d'Eswatini, du Kenya, de Madagascar, de l'Ouganda, de la RDC, de la Zambie et du Zimbabwe.

La formation était motivée par la nécessité de mieux comprendre le paysage de l'accès financier aux niveaux régional et international, et d'améliorer la mesure de l'inclusion financière par les pays membres du COMESA.

Le Directeur de l'IMC, M. Ibrahim Zeidy a déclaré: « Malgré les progrès réalisés à ce jour, les questions d'accessibilité financière et de protection du consommateur, tels que les charges inattendues, restent un obstacle à l'accès aux services formels. »

Au cours de la formation, les experts ont été initiés aux compétences économétriques nécessaires à l'analyse

des ensembles de données d'enquête sur l'accessibilité financière. Ils ont également été informés des étapes et processus liés à la conception d'instruments d'enquête permettant de générer des données et leur utilisation dans les activités de recherche.

La formation avait pour objectif principal de fournir aux participants une présentation pratique des données d'enquête FinAccess auprès des ménages en mettant l'accent sur les applications pratiques utilisant le logiciel économétrique STATA.

Les autres objectifs étaient les suivants: renforcer les capacités des experts des banques centrales et des analystes des politiques sur la manière de réaliser avec succès les enquêtes FinAccess et d'effectuer des analyses à l'aide d'un logiciel statistique moderne; contribuer à la conception de stratégies d'inclusion financière appropriées dans les pays membres; et partager les connaissances et expériences sur les données d'enquête FinAccess auprès des ménages.



# Le COMESA apprend aux ACTF comment renforcer le plaidoyer



Les participants à l'atelier de plaidoyer des ACTF à l'hôtel Cresta Golfview à Lusaka

Un atelier de plaidoyer pour les Associations des commerçants transfrontières (ACTF) du Malawi, du Zimbabwe, de la Zambie et de la RDC s'est tenu à Lusaka du 4 au 9 août 2019. Il a été organisé par le COMESA en collaboration avec le Centre du commerce international avec l'appui de l'Union européenne dans le cadre du 11e FED.

L'atelier avait pour objectif de renforcer les capacités des petits commerçants transfrontières à promouvoir et défendre leurs intérêts.

Entre autres activités, l'atelier a proposé une série d'engagements pratiques en vue d'identifier et d'analyser les problèmes critiques qui touchent les petits commerçants transfrontières, d'élaborer des solutions et recommandations pragmatiques et stratégiques.

Les participants ont tiré des leçons des meilleures pratiques de plaidoyer en faveur de la facilitation du commerce et de la mobilité et appris à élaborer documents de synthèse et stratégies visant à faciliter le petit commerce.

La Secrétaire permanente auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République de Zambie, Mme Kayula Siame, a souligné l'importance de l'interaction continue et régulière des membres et représentants des différents

ACTF et des Responsables des Bureaux d'information commerciale (BIC) dans la région.

Au cours de son allocution prononcée par Mlle Margaret Chikuba, Économiste en chef du même ministère, elle a déclaré que cela contribuerait à assurer la collaboration des autorités frontalières pour améliorer l'environnement des affaires et faciliter les échanges commerciaux pour les petits commerçants transfrontières.

Prenant la parole à la même occasion, M. Benedict Musengele, représentant la Division du Commerce du COMESA, a relevé que le commerce informel représentait 30 à 40% du total des échanges dans la région. En outre, la majorité des personnes impliquées dans ce commerce au niveau régional sont des femmes (70 à 80%).

La Chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Mme Marianne Lane, a déclaré que la collaboration avec le COMESA reposait sur la prise de conscience du fait que la facilitation des échanges et la libre circulation des personnes étaient les deux faces de la même médaille et constituaient les piliers centraux de l'intégration régionale.

«L'OIM se réjouit à l'idée de travailler avec vous tous pour partager les expériences sur la façon dont la mobilité transfrontière, si elle est gérée correctement, peut contribuer au commerce, à la croissance économique et au développement», a-t-elle déclaré.

Le COMESA et l'Union européenne (UE) ont officiellement signé l'Accord sur l'initiative de commerce transfrontière à la frontière Mwami-Zambie/Mchinji-Malawi en mai dernier en vue d'accroître les flux commerciaux des petits commerçants transfrontières.

Le projet est soutenu par l'UE à hauteur de 15 millions d'euros et vise à appuyer différents secteurs, notamment les infrastructures, le commerce, le développement du secteur privé, l'agriculture, la bonne gouvernance et la lutte contre le changement climatique. L'initiative sur le commerce transfrontière pour les petits commerçants est mise en œuvre avec la collaboration du Centre du commerce international (CCI) et de OIM.

<b>Dates</b>	<b>Evènement</b>	<b>Lieu</b>
8 août 2019	7 <sup>e</sup> réunion du Groupe de travail technique du Carnet RGTD	Lubumbashi
12 août 2019	Atelier de validation régional des études analytiques et manuels d'opérations des ONT	Lusaka
19 août 2019	Atelier régional sur les guichets uniques électroniques	Lusaka
2-6 septembre 2019	6 <sup>e</sup> Forum de recherche du COMESA	Nairobi